



COUR CONSTITUTIONNELLE

REPUBLIQUE DU CONGO

*Unité * Travail * Progrès*

DECISION N° 003/DCC/EL/L/22 DU 7 JUILLET 2022

**SUR LE RECOURS AUX FINS D'ANNULATION DE L'ELECTION
LEGISLATIVE DANS LA 2^{EME} CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DE
LOANDJILI (MBOTA), DEPARTEMENT DE POINTE-NOIRE, SCRUTIN
DU 4 JUILLET 2022**

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie suivant requête, en date, à Brazzaville, du 6 juillet 2022 et enregistrée le même jour au secrétariat général de la Cour constitutionnelle, sous le numéro CC-SG 003, par laquelle monsieur Eric Emérian GOLO TSAHOU demande à la Cour constitutionnelle d'annuler le vote par anticipation des agents de la force publique du 4 juillet 2022 dans la 2^{ème} circonscription électorale de Loandjili, dans le département de Pointe-Noire ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 28-2018 du 7 août 2018 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 57-2020 du 18 novembre 2020 ;

Vu la loi n° 9-2001 du 10 décembre 2001 portant loi électorale telle que modifiée et complétée par les lois n°^S 5-2007 du 25 mai 2007, 9-2012 du 23 mai 2012, 40-2014 du 1^{er} septembre 2014, 1-2016 du 23 janvier 2016, 19-2017 du 12 mai 2017 et 50-2020 du 21 septembre 2020 ;



Vu le décret n° 2022-245 du 6 mai 2022 portant convocation du corps électoral pour les élections locales et le premier tour des élections législatives, scrutins des 04 et 10 juillet 2022 ;

Vu le décret n° 2018-452 du 14 décembre 2018 portant nomination des membres de la Cour constitutionnelle ;

Vu le décret n° 2018-456 du 15 décembre 2018 portant nomination du président de la Cour constitutionnelle ;

Vu le décret n° 2018-457 du 15 décembre 2018 portant nomination du vice-président de la Cour constitutionnelle ;

Vu le décret n° 2018 – 479 du 26 décembre 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement du secrétariat général de la Cour constitutionnelle ;

Vu le décret n° 2021 – 111 du 26 février 2021 portant nomination du secrétaire général de la Cour constitutionnelle ;

Vu le décret n° 2018 – 459 du 15 décembre 2018 portant nomination du secrétaire général adjoint de la Cour constitutionnelle ;

Vu le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

I. SUR LES FAITS

Considérant que monsieur Eric Emérian GOLO TSAHOU demande à la Cour constitutionnelle d'annuler le vote par anticipation des agents de la force publique du 4 juillet 2022 dans la 2^{ème} circonscription électorale de Loandjili, département de Pointe-Noire ;

Qu'au soutien de sa demande, il affirme avoir constaté que, lors de ce scrutin, sa photo, son nom et son logo ne figuraient pas sur le bulletin unique de vote alors



que son dossier de candidature avait été validé et retenu par la Direction générale des affaires électorales (DGAE).

II. SUR LA COMPETENCE

Considérant que l'article 177 de la Constitution dispose que « La Cour constitutionnelle est juge du contentieux des élections législatives et sénatoriales. A ce titre, elle examine les recours relatifs à la contestation des candidatures et aux résultats de ces élections » ;

Considérant, cependant, qu'en l'espèce, le requérant ne conteste ni une candidature ni les résultats de l'élection législative du 4 juillet 2022 dans la 2^{ème} circonscription électorale de Loandjili, dans le département de Pointe-Noire ;

Qu'il s'ensuit que la Cour constitutionnelle n'est pas compétente.

DECIDE :

Article premier - La Cour constitutionnelle n'est pas compétente.

Article 2 - La présente décision sera notifiée au requérant, au président du Sénat, au président de l'Assemblée nationale, au ministre de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local, au président de la Commission nationale électorale indépendante et publiée au Journal officiel.

Délibéré par la Cour constitutionnelle en sa séance du 7 juillet 2022 où siégeaient :



Auguste ILOKI
Président

Pierre PASSI
Vice-président

Jacques BOMBETE
Membre

Marc MASSAMBA NDILOU
Membre

Nadia Josiane Laure MACOSSO
Membre

ESSAMY-NGATSE
Membre

Placide MOUDOUDOU
Membre

Gilbert ITOUA
Secrétaire général

